



## Grève du 6 juin : droit de réponse du SNES-FSU à la déclaration de l'UNSA

Le SNES-FSU a découvert avec stupéfaction et consternation le communiqué UNSA Education.

Qui sont ces pseudo-syndicalistes pour **dénoncer et condamner** une action syndicale ? Les mots ayant un sens, ont-ils décidé eux aussi comme le précédent gouvernement qu'il fallait criminaliser l'action syndicale ? Que représentent-ils si ce n'est les intérêts des chefs d'établissements et de quelques « experts » pédagogiques auto-proclamés ? Qui sont ces représentants du personnel qui oublient régulièrement de siéger pour défendre les dits-personnels ? Qui défendent-ils vraiment ? Qui sont ces personnes qui dénoncent un syndicat de leur propre organisation ? Qui sont ces pseudo-syndicalistes qui parlent de la FSU sans savoir qu'il s'agit du SNES-FSU et du SNUIPP-FSU ? Qui sont ces soi-disant syndicalistes qui glosent sur la représentativité d'une intersyndicale qui comprend le SNUIPP-FSU et le SNES-FSU, à savoir les deux organisations les plus représentatives respectivement du premier et du second degré ?

Qui sont ces syndicalistes qui prétendent défendre l'attractivité sans avoir participé depuis 4 ans à la moindre action dans la rue pour la soutenir ? Qui sont ces syndicalistes de salon qui pérorant à la télévision sur la meilleure méthode pour augmenter l'attractivité alors que depuis 5 ans, ils appuient un pouvoir qui l'a détruite ?

Quand on se prétend juge, on se doit d'être exemplaire. Or nous savons que les mêmes qui affirment défendre le service public n'ont pas été spécialement dérangés par le retard de 8 mois pris pour la visite en mai, par les membres du CHSCT du lycée de Chirongui, retard qui a mis en danger toute la communauté éducative et ceci en dépit de la délibération du CHSCT qui avait eu lieu en septembre.

L'accusation d'être politisé ne manque pas de sel alors que l'UNSA affiche sur Kwezi TV un soutien au député Aboubacar et au sénateur Thani en contravention avec la tradition française de séparation du politique et du syndical.

Le SNES-FSU, quant à lui, **fidèle à sa conception de l'indépendance syndicale**, continuera ses interventions sans dogmatisme ni concessions mais **en s'appuyant sur les réalités vécues dans les établissements**.

Nous considérons qu'il est de notre devoir d'alerter l'opinion publique et de participer à l'amélioration du système éducatif de Mayotte. C'est pourquoi nous ne nous contentons pas de participer aux bricolages successifs qui tiennent lieu de politique éducative mais nous proposons des solutions d'urgence et de long terme dans l'intérêt général et si l'autisme de nos autorités devait se confirmer, nous n'hésiterions pas à passer à l'action autant de fois qu'il le faudra.